Burundi : Les réactions internationales sont-elles à la hauteur de la crise ?

@rib News, 27/11/2015 Â« Je crains que le Burundi ne fasse pas partie de la prioritÃ© du moment Â» Quelle est la volontÃ© rÃ©elle de la communautÃ© internationale Ã contraindre Nkurunziza de plier bagages ou dâ€™accepter des nÃ©goc directes avec lâ€™oppositionÂ ? Comment un pays comme le Burundi a-t-il pu Ãªtre Ã©lu en octobre dernier au Conseil des droits de lâ€™Homme des Nations UniesÂ ? Les derniÃ¨res sanctions amÃ©ricaines visant de hauts responsables de sÃ©curitÃ vont-elles produire un effet positif dans la rÃ©solution de la crise burundaiseÂ ? Pour trouver une rÃ©ponse Ã ces questions, notre confrÃ¨re JÃ©rÃ´me Bigirimana sâ€™est entretenu avec le Pr Eric David (photo), Professeur Ã©mÃ©rite Ã lâ€™Universit Bruxelles (ULB) et qui a Ã©galement enseignÃ© le Droit pÃ©nal international Ã lâ€™UniversitÃ© nationale du Burundi (Chaire UNESCO, 2004-2014) â€“ Interview.

Professeur, on voit que lâ€™ONU tarde parfois Ã rÃ©pondre Ã une situation interpellante. Combien de morts faudrait-il normalement compter pour que l'ONU envoie des casques bleus dans un pays au bord de la catastrophe comme le BurundiÂ ? Câ€™est non le nombre de morts mais la volontÃ© politique du Conseil de sÃ©curitÃ© qui importe. Les violations d droits humains les plus Ã©lÃ©mentaires sont assimilÃ©es Ã une menace contre la paix et la sÃ©curitÃ© internationales et justi Ã ce titre lâ€™envoi dâ€™une opÃ©ration de maintien de la paix. Encore faut-il que le Conseil de sÃ©curitÃ© le dÃ©cide. Or, mission coÃ»te trÃ¨s cher et ce sont les 5 membres permanents du Conseil de sÃ©curitÃ© (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Russie) qui en sont les principaux bailleurs de fonds - contrepartie lÃ©gitime de leur statut de membre permanent. Il faut donc quâ€™ils aient la volontÃ© politique dâ€™agir et que leur souci de mettre fin aux violations des droits humains prime leurs rÃ©ticences Ã©conomiques habituelles. Câ€™est une des raisons pour lesquelles la MINUAR en 1993-1994 Ã©tait largement sous-dimensionnÃ©e en hommes avec les consÃ©quences que vous connaissez au moment du gÃ©nocide (avril-juillet 1994). Sur ce point, je ne peux que vous renvoyer en faisant fi de toute modestie Ã lâ€™ouvrage que je viens dâ€™Ã©crire. [NdlRÂ : "Le gÃ©nocide au Rwanda - Les enquÃªtes officielles menÃ©es en Belgique, en France, Ã lâ€™ lâ€™OUA", Paris, Lâ€™Harmattan, 82 p.). Les membres permanents nâ€™agissent quâ€™en fonction de leurs intÃ©rÃªts im crains que le Burundi ne fasse pas partie de leurs prioritÃ©s du moment Ã dÃ©faut de pressions sÃ©rieuses de lâ€™opinion publique.Â Comment le Burundi a pu Ãªtre Ã©lu membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations-Unies alors que c'est un mauvais Ã©lÃ¨ve en matiÃ¨re de respect des droits de lâ€™hommeÂ ? La dÃ©signation des Etats membres dâ€™orga tels que le Conseil des droits de lâ€™homme se fait sur la base de critÃ¨res de reprÃ©sentation gÃ©ographique Ã©quitable oÃ¹ respect des droits humains par les Etats qui participent au vote nâ€™est pas la prioritÃ© des prioritÃ©s bien que lâ€™acte cons de ce Conseil eÃ»t prÃ©vu que ses 47 membresÂ devaient avoir rÃ©ellement contribuÃ© Ã la promotion des droits de lâ€™hom et observÃ© Â«Â les normes les plus strictes en matiÃ¨re de promotion et de dÃ©fense des droits de lâ€™hommeÂ Â» (selon le termes de la rÃ©solution adoptÃ©e par lâ€™AssemblÃ©e GÃ©nÃ©rale des Nations Unies (AGNU) qui a crÃ©Ã© le Conseil en pourÂ remplacer lâ€™ancienne Commission des droits de lâ€™hommeÂ jugÃ©e trop peu conforme Ã ce critÃ¨re - A/RÃ©s. 60/ Le caractÃ¨re secret du scrutin devait permettre (en principe â€¦) aux Etats de voter en leur Ã¢me et conscience pour desÂ Â EtatsÂ quâ€™ils jugent vraiment respectueux des droits de lâ€™hommeÂ mais, il nâ€™en est rien et les dÃ©fauts de lâ se retrouvent dans le Conseil. Ainsi, lâ€™Arabie saoudite, championne connue du respect des droits humains en est membreÂ â€¦ ThÃ©oriquement,Â lâ€™AGNUÂ peut suspendre, Ã la majoritÃ© des deux tiers, le droit dâ€™un Etat membre du siÃ©ger si cet Etat a commis Â«Â des violations flagrantes et systÃ©matiques des droits de lâ€™hommeÂ Â», mais cela n'est ja arrivÃ© quâ€™enÂ 2011Â pour la Libye qui a Ã©tÃ© rÃ©intÃ©grÃ©e aprÃ¨s la chute de Khadafi. Le gouvernement amÃ©ricain prendre des sanctions contre quatre hautsÂ responsables de sÃ©curitÃ© et de dÃ©fense (deux pro-Nkurunziza et 2 hauts gradÃ©s impliquÃ©s dans le putsch manquÃ© du 15 mai). Que signifient ces sanctions pour vous et quel effet peuvent-ils produire dans la rÃ©solution de la crise burundaiseÂ ? Des sanctions peuvent produire de lâ€™effetÂ : la fin de lâ€™apartheid Afrique du Sud a rÃ©sultÃ©, notamment, des sanctions prises contre cet Etat mais celles-ci ne sont pas toujours efficaces. Quand les hommes sâ€™accrochent au pouvoir, il nâ€™y a guÃ¨re que la force qui puisse les en dÃ©loger, la force ou des pressions personnelles des proches de leur entourage. Les hommes dâ€™Etat sont souvent comme des enfants qui refusent de prÃªter leurs jouets Ã leurs petits camarades â€¦Â Mais, ces sanctions visent notamment un ministre de la SÃ©curitÃ© publique toujours en fonction. Cela ne complique-t-il pas davantage le dÃ©but effectif des nÃ©gociations ou câ€™est lâ€™effet contraireÂ ? Lâ€™efficacitÃ© dâ€™une sanction est toujours relative car elle dÃ©pend Ã la fois de son effectivitÃ© et de la se ministre concernÃ© Ã ce type de mesure. Je ne connais pas assez la rÃ©alitÃ© burundaise pour prÃ©voir lâ€™effet des sancti sur les personnes concernÃ©es. Selon vous, face aux sanctions occidentales (UE, USA), le rÃ©gime de Bujumbura peut-il tenir longtemps en trouvant d'autres partenaires comme les pays arabes ou vers les BRICSÂ ? Probablement si ces autres partenaires ne sâ€™associent pas au mouvement gÃ©nÃ©ral des sanctions. A votre avis, sur quelle force compte Nkurunziza pour aussi longtemps sâ€™entÃªter Ã rester au pouvoir, en balayant dâ€™un revers de la main tous les conseils, p les menaces de sanctions de la part des grandes puissances de ce mondeÂ ? Je suis incompÃ©tent pour rÃ©pondre, mais il est possible que lâ€™entÃªtement de son dirigeant lui permette de faire fi des sanctions et des consÃ©quences dont le peuple burundais risque de faire les frais. Si Nkurunziza peut sâ€™appuyer sur les forces armÃ©es de son pays, cela devrait lui permettre comme Ã toute autoritÃ© autoproclamÃ©e de rester indiffÃ©rent aux pressions dont il est lâ€™objet. Lâ€™amour du est un puissant agent de rÃ©sistance, mais lâ€™Histoire enseigne que la durÃ©e de cet accrochage aussi stupide quâ€™obstin pouvoir est toujours limitÃ©e dans le temps â€¦ Propos recueillis par JÃ©rÃ´me Bigirimana